

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Giscard ne muselera pas la classe ouvrière !

### Faire face à l'attaque d'ensemble

**L**ES préfets vont recevoir du ministère de l'intérieur et sur ordre de Giscard lui-même, « les directives nécessaires pour refuser désormais les autorisations de manifestations dans les centres des villes dès lors que celles-ci ne présentent pas de garanties absolues de sécurité ».

Cette dernière mesure de Giscard vient éclairer dans toute son ampleur l'attaque en règle organisée par les possédants et les hommes du pouvoir contre les travailleurs.

Pour les millions de travailleurs de notre pays, la politique de Giscard-Barre est devenue synonyme de licenciements massifs et ininterrompus, de remises en cause systématiques des avantages acquis. Ainsi dans le même temps où le nombre de chômeurs atteint un niveau jamais vu depuis la guerre, c'est tout ensemble, le statut des ouvriers, la loi de 40 heures, l'indemnisation du chômage, la sécurité sociale, le système prudhommal, etc. qui font l'objet des coups du pouvoir.

Mettant à profit leur victoire de mars 1978, Giscard-Barre ont considérablement aggravé leur politique contre les travailleurs. Pour mener leur plan plus avant, ils ont décidé de frapper un grand coup, de licencier massivement les sidérurgistes. Ils espèrent pouvoir alors venir plus facilement, pan par pan, à bout de la résistance des autres parties de la classe ouvrière. Mais la combativité des sidérurgistes, la solidarité dont les entoure d'ores et déjà la classe ouvrière, les grèves que multiplient d'autres couches d'ouvriers et de travailleurs gênent les plans du gouvernement.

(Suite page 4)

Le secrétariat du Comité central du PCML



Les sidérurgistes et toute la classe ouvrière ripostent à l'offensive des possédants du gouvernement et leurs plans de restructuration. Ci-dessus, les sidérurgistes à la manifestation du 23. Photo HR.

**Après les menaces contre les droits de grève, un décret présidentiel prétend interdire le droit de manifestation. La classe ouvrière doit s'unir pour faire échec à cette provocation contre les libertés démocratiques**

Voir page 3

## Accident nucléaire grave aux USA

**C'**EST l'accident nucléaire le plus sérieux dans l'histoire des USA qui s'est produit mercredi 28 mars dans la centrale nucléaire de Three Miles Island, en Pennsylvanie.

C'est la rupture d'une valve d'une pompe du système de refroidissement du réacteur, vraisemblablement dû à une surpression, qui serait à l'origine de l'accident. Il semble qu'ensuite

ait eu lieu toute une série de fausses manœuvres qui aient encore aggravé la situation.

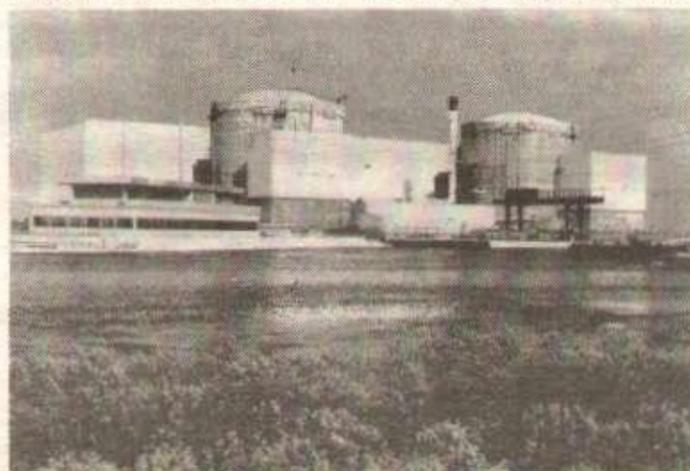
Afin de réduire la surpression, les techniciens de la centrale ont évacué dans l'atmosphère de la vapeur sans se soucier du fait que celle-ci était radio-active. Dans le même temps, se produisait dans le système de refroidissement une fuite d'eau très hautement radioactive. Tout ceci fait que jusqu'à une distance de 25 kilomètres,

on relève une dose de radio-activité, faible cependant.

C'est à proximité immédiate de la centrale, dans un rayon de quelques kilomètres et sur la centrale elle-même que la situation est plus inquiétante. Bien que la direction de la centrale affirme que personne n'ait été contaminé de manière importante, on peut se poser des questions sur les répercussions à venir pour les 15 000 personnes vivant à moins d'un kilomètre et demi de la centrale et surtout pour les cent ouvriers qui travaillaient dans la centrale au moment de la fuite. Il a fallu trois heures à la direction de la centrale pour donner l'alerte car, disent-ils, « ils estimaient que

l'augmentation de radio-activité n'était pas notable ».

Depuis décembre dernier, cette centrale avait déjà dû être fermée à quatre reprises à la suite d'incidents techniques. Pour chaque jour d'arrêt, cependant, la société Edison, propriétaire de cette centrale d'un milliard de dollars, perdait un million de dollars d'électricité qu'elle devait acheter à ses concurrents afin d'honorer ses contrats. On comprend donc que, le profit primant sur la sécurité, le réacteur ait été chaque fois remis en marche le plus vite possible. Cette centrale était de type « à eau pressurisée ». Il en existe deux de ce type en France, à Bugey et à Fessenheim. Serge FOREST



La centrale de Fessenheim Elle est du même type que celle où s'est produit l'accident

L'arrière-plan de la marche du 23

**D'où vient la division syndicale ?**

Voir page 5

Ouverture du congrès du Parti communiste italien

**De nouvelles distances vis-à-vis de Moscou**

Voir page 2

MOYEN-ORIENT

Désaccord à la conférence de Bagdad

**L**A réunion des pays arabes opposés au traité de paix israélo-egyptien devait en principe se terminer jeudi à Bagdad (Irak). L'OLP qui a adopté une attitude très dure à l'égard de l'Egypte et des Etats-Unis ne sera probablement pas suivie par la majorité des participants dans ses demandes de sanctions économiques.

Mercredi, Yasser Arafat et la délégation palestinienne ont quitté la salle de conférence pour protester contre la « tiédeur » des résolutions économiques et politiques envisagées contre l'Egypte. Les délégations syrienne et libyenne ont également quitté la séance en signe de solidarité avec l'OLP.

Les seuls points sur lesquels les participants semblent avoir fait l'unanimité sont l'expulsion de l'Egypte de la Ligue arabe ainsi que le transfert du siège de cette organisation hors du Caire, mesures déjà adoptées lors du sommet de Bagdad en novembre dernier. En outre, l'Arabie Saoudite s'est engagée à transférer le siège de l'OIAMA (Organisation de l'industrie militaire arabe) du Caire à Ryad.

On peut penser que beaucoup de gouvernements arabes, même s'ils désapprouvent complètement la signature du traité israélo-egyptien, répugnent à condamner sans appel le président Sadate et à isoler l'Egypte.

H.B.

PORTUGAL

**S**URTOUT au rejet du projet de budget qu'il a présenté la semaine dernière devant le Parlement, le premier ministre portugais Mota Pinto a présenté sa démission au président de la République Eanes. Eanes ayant refusé cette démission, Mota Pinto devra présenter de nouveaux projets de budget. L'éventualité d'élections anticipées est donc écartée pour l'instant.

BRESIL

Succès pour les métallurgistes de Sao Paulo

**A**PRES quatorze jours de grève, les métallurgistes de la banlieue de Sao Paulo ont décidé lors d'une assemblée générale qui s'est tenue mardi de reprendre le travail, à la suite d'accords intervenus avec le patronat. Selon cet accord, les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaire de 63%. Par ailleurs les jours de grève seront payés. Ils ont obtenu également que les dirigeants syndicaux soient réintégrés à leurs places. En effet, il y a quelques jours, le gouvernement brésilien avait, par décret, destitué les dirigeants syndicaux de leurs fonctions et remplacé ces derniers par les individus nommés par le ministère du Travail.

Enfin, il a été convenu qu'aucune sanction ne serait prise contre les grévistes.

Toutefois, les ouvriers se méfient des promesses du patronat. A diverses reprises dans le passé, celui-ci a remis en cause des accords passés avec les travailleurs à la suite d'une grève. L'un des dirigeants syndicaux, Luis Inacio, a d'ailleurs déclaré : « Si ces promesses ne sont pas tenues, nous reprendrons notre mouvement ».

Cette déclaration a été accueillie par les applaudissements prolongés des 50 000 métallurgistes présents à l'assemblée montrant ainsi la ferme détermination des travailleurs.

IRAN

**U**N cessez-le-feu est intervenu mercredi au Turkménistan iranien à la suite des négociations entre une délégation gouvernementale et le « Comité de coordination des conseils turkmènes ». Il met fin à la révolte qui a éclaté il y a quelques jours dans cette région à la suite de l'intervention brutale des comités islamiques khomeinistes dans une réunion d'une association turkmène. Une révolte spontanée mais qui reflète un problème réel.

En dehors de revendications liées au fait que les Turkmènes forment une minorité nationale en Iran, ceux-ci protestent contre la politique agraire du gouvernement qui a pour conséquence, selon ces derniers, de favoriser les grands propriétaires terriens de cette région.

ITALIE

Ouverture du congrès du PCI

De nouvelles distances vis-à-vis de Moscou

**R**ECULE d'une dizaine de jours du fait de la crise politique que traverse actuellement l'Italie, c'est le 29 mars que s'est ouvert à Rome le congrès du PCI (Voir HR du 17 mars). Il doit se poursuivre jusqu'au 3 avril.

Marqué d'une part par le retour à l'opposition du PCI après plus de deux ans de soutien du gouvernement démocrate-chrétien, ce congrès devrait l'être également par une nouvelle définition des relations du PCI avec Moscou.

Dans son rapport, Berlinguer devrait en particulier, sur ce point, aller nettement plus loin que n'allait le projet de thèse préparatoire au congrès. Estimant que le PCI a jusqu'ici pris ses distances vis-à-vis de la politique intérieure soviétique et de la répression contre les ouvriers, les dissidents et les nationalités, Berlinguer devrait annoncer que le PCI entend désormais se désolidariser de la politique internationale de Moscou et adopter une position de non-alignement rejetant la politique des blocs.

On est certes loin d'une claire dénonciation des agissements impérialistes de l'URSS. Le PCI a encore récemment soutenu la politique de Moscou au Sud-Est asiatique. Il n'en reste pas moins que si cette nouvelle option se confirmait, elle traduirait un changement très important et, pour la première fois en Europe, une rupture d'un parti révisionniste avec la politique hégémoniste du social-impérialisme russe.

Il faut dire qu'en Italie, l'agression soviétique contre le peuple éry-

théen est beaucoup plus connue et a beaucoup plus de répercussions qu'en France. L'Erythrée, tout comme l'Ethiopie, sont en effet deux anciennes colonies italiennes. Il est, dans ces conditions, difficile à la direction du PCI de continuer à soutenir, sous peine de se discréditer, une politique d'agression et de génocide de tout un peuple. Il ne faut pas non plus sous-estimer une pression de la base du parti dans cette évolution.

Serge FOREST



L'URSS vient d'intervenir directement en Afghanistan. C'est le deuxième pays où elle participe directement aux combats. Le premier, c'est l'Erythrée où elle est toujours à l'heure actuelle engagée. Ci-dessus, des chars russes pris par les Erythréens.

AFGHANISTAN

L'armée russe intervient directement contre les rebelles musulmans

**M**ALGRE la très récente et ferme mise en garde des USA à Moscou pour que les Soviétiques ne s'ingèrent pas dans le conflit qui oppose actuellement les rebelles musulmans au gouvernement de Taraki, installé par Moscou l'an dernier, l'URSS semble s'être décidée à s'engager plus à fond pour assurer le maintien de son protégé face à un mouvement populaire grandissant. C'est ainsi que les livraisons d'armes soviétiques viennent de s'intensifier brusquement. Durant les deux derniers jours, on a pu compter jusqu'à 25 avions-cargos, débarquant à Kaboul du matériel lourd. 25 hélicoptères lourds soviétiques ont également été acheminés en Afghanistan afin de pouvoir débarquer des troupes dans les régions montagneuses, diffi-

cilement accessibles, que tient la rébellion. Il est hautement improbable que des pilotes afghans puissent piloter ces appareils très sophistiqués. Cela amènera donc les militaires soviétiques à participer directement aux combats. Jusqu'ici, il était dit que les 1 000 conseillers militaires soviétiques présents dans le pays avaient évité l'affrontement direct. Après l'Erythrée, ce sera donc la deuxième lutte populaire, à la répression de laquelle l'armée soviétique participe directement.

On a d'autre part annoncé à Kaboul qu'un nouveau premier ministre venait d'être nommé (par qui ?) en remplacement de Taraki qui cumulait jusqu'ici ce poste avec celui de président et de chef de parti. Celui-ci est jugé trop tiède par le Kremlin.

VIETNAM

Cam Ranh, base soviétique!

**L'**EMPRISE de l'Union soviétique sur le Vietnam se fait de plus en plus sentir, y compris sur le plan militaire. Selon le *Herald Tribune*, des bateaux de guerre soviétiques ont jeté l'ancre dans la baie de Cam Ranh, une ancienne base américaine sur la côte vietnamienne. Il s'agit d'un croiseur équipé de missiles téléguidés, d'une frégate également équipée de missiles et d'un dragueur de mines.

Cette visite pourrait marquer le début de l'utilisation permanente de cette base par l'URSS. C'est d'autant plus dangereux pour la paix dans cette région que cet emplacement est considéré comme l'un des meilleurs le long de la côte asiatique. Les USA avaient d'ailleurs dépensé des millions de dollars pendant la guerre du Vietnam pour y aménager un complexe énorme, comprenant des docks, des moyens de déchargement, des entrepôts et même un aéroport.

Au cas où l'URSS pourrait utiliser cette base en permanence, cela éviterait aux navires soviétiques d'avoir à remonter jusqu'au port de Vladivostok, en Sibérie, pour y être réparés ou réapprovisionnés (jus-

qu'à présent, Vladivostok était la seule base soviétique un peu importante dans le Pacifique). On comprend donc l'enjeu que représente la possession de Cam Ranh pour la mainmise russe sur toute la région du Sud-Est asiatique.

Selon d'autres informations, l'URSS est en train de construire une base de télécommunications et une tour de contrôle dans la ville vietnamienne de Da Nang. Mais on ignore encore si ces constructions appartiennent à la force militaire soviétique. Mais, comme on sait que Moscou ne fait jamais rien pour rien, gageons qu'elle en tirera quelques avantages.

Cette nouvelle a suscité de vives réactions au Japon dont les lignes de communications maritimes passent à proximité du Vietnam. Le chef de l'agence de défense japonaise s'en est inquiété : « Sur le plan militaire, la ville de Da Nang est d'une importance vitale. Une fois devenue base soviétique à l'étranger, dotée de capacité de réparation des bateaux, et port pour la flotte soviétique, elle permettrait à Moscou de déployer ses forces de guerre dans l'Océan Indien et dans le Pacifique en prenant Da Nang comme point d'appui ».

Claude LIRIA

# Les droits démocratiques menacés

**G**ISCARD D'ESTAING vient de demander au ministre de l'Intérieur de donner aux préfets « les directives nécessaires pour refuser désormais les autorisations de manifestations dans les centres des villes dès lors que celles-ci ne présentent pas de garanties absolues de sécurité ».

Cette grave atteinte qu'il prétend apporter au droit de manifestation, la presse la rapportera sans

doute aux déprédations commises lors de la manifestation du 23 mars.

Il ne suffit pas à ce sujet de dénoncer la vaste provocation policière et en dernière analyse gouvernementale. Le pouvoir a bel et bien permis, autorisé, voire encouragé de telles déprédations auxquelles des éléments de la police eux-mêmes

semblent bien avoir participé comme l'indiquent diverses sources en particulier syndicales.

Cela fait longtemps que Giscard-Barre nous préparent des atteintes aux libertés démocratiques concernant tant le droit de manifestation, que le droit de grève, et aussi les libertés individuelles. Cela fait partie de leur plan pour imposer à la classe ouvrière une restructuration dont ils veulent lui faire payer les frais.

**G**ISCARD prétend interdire le droit de manifestation et s'appuie pour cela sur les déprédations commises lors de la manifestation du 23 avec la complaisance, pour ne pas dire la complicité, de sa police. Giscard en a-t-il exclusivement aux dépréda-

tions? Ne s'en prend-il qu'au droit de manifestation? Est-ce un fait nouveau ou le dernier développement d'un plan mûrement réfléchi contre les droits démocratiques. Nous donnons ci-dessous quelques exemples qui vont dans le sens de cette dernière thèse.

point de vue des droits démocratiques bourgeois, de la classe ouvrière. En même temps, sur les ondes de la radio et de la télévision, le gouvernement laissait s'exprimer largement la campagne raciste du RPR et celle plus crue des groupes d'extrême-droite: «Un mil-

lion de chômeurs, un million d'immigrés en trop ».

Nous avons dit alors: «Travailleurs français-immigrés, unissons-nous; ils commencent par les immigrés, après ce sera le tour des Français. Nous sommes une seule classe ouvrière ».

de l'exercer avec discernement, l'électricité étant devenue un élément aussi important que l'eau ou l'air à la vie du pays ».

« Il n'est pas normal, a renchéri Ségard, ministre des PTT, que, dans le cadre d'un service public, on s'amuse avec le droit de grève comme on le fait. Je dénonce sévèrement ceux

qui, sans avoir conscience de leurs responsabilités, perturbent la vie du pays, mettent les entreprises en difficulté et créent un certain chômage ».

Quant à Beullac, ministre de l'Enseignement, il a parlé de faire réquisitionner par les directeurs de l'école les maîtres grévistes.

## Atteinte aux libertés individuelles

Souvenez-vous des méthodes policières employées depuis longtemps à l'égard des travailleurs immigrés dans la suite logique des mesures Stoléru. Quelle est l'expérience des résidents des foyers Sonacotra à ce sujet? Parce qu'ils font grève des foyers, ils subissent des descentes de CRS

dans les foyers, leur porte de chambre est ouverte à coups de pied, « Levez-vous, enfiler votre pantalon, rassemblez-vous dehors », au trot et sous la menace des armes; des rafles qui en rappellent d'autres.

Ces méthodes de type fasciste s'adressent à la partie la plus fragile, du

## Atteinte au droit de grève

Souvenez-vous du ton menaçant de Barre cet automne au moment où les grèves se multipliaient dans la fonction publique, aux PTT, à la SNCF. « Irresponsables », « Nantis » a-t-il grondé, voyez quel tort, vous qui avez du travail, vous portez au « service public ».

Et récemment, à l'occasion des grèves à la télévision, aux PTT et à EDF,

ce sont les divers ministres qui sont entrés dans la danse.

« Un coup de force inadmissible » a tonné J. P. Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, et il a parlé de « réquisition du personnel ».

« La grève est un droit imprescriptible », a déclaré Chevrier, directeur général d'EDF, mais il convient

## Droit de manifestation

A l'occasion des actions dures et amplement justifiées des sidérurgistes qui défendent « le dos au mur » leur droit au travail et leur droit de vivre, le gouvernement s'est montré tactique. Il n'y a pas eu de déclaration fracassante. Par contre, la presse para-officielle s'en est donnée à cœur joie: « Etat de siège à Longwy » a pu titrer France-Soir,

Ceyrac, le patron des patrons, a dénoncé, quant à lui, « la violence » après quelques-unes des manifestations des sidérurgistes. Mais Giscard-Barre ont préférentiellement le coup de la provocation du 23 mars pour ne pas avoir à affronter en bloc la colère des sidérurgistes et des autres travailleurs.

Daniel MARAIN

## Contre la combativité ouvrière

# La machine de guerre de Giscard

**L'**ALIBI, c'est la justification que donnent les truands pour justifier leurs mauvais coups. Prétendre que la manifestation du 23 est la raison de cette nouvelle atteinte contre les libertés démocratiques des travailleurs est un alibi, une pseudo-justification, que les faits eux-mêmes réfutent.

Depuis plusieurs mois, refusant de faire les frais des restructurations des monopoles, c'est la question de comment se battre efficacement qui est à l'ordre du jour pour de nombreux travailleurs. Comment faire front aux milliers de licenciements déjà annoncés ou qui s'annoncent? Comment lutter pour gagner?

C'est ainsi que la classe ouvrière renoue avec ses traditions de lutte. Occupations d'usines pour bloquer la production, séquestrations de PDG sont redécouvertes et largement employées. Demanteler les organisations syndicales, notamment en sanctionnant et licenciant les délégués syndicaux et travailleurs combattifs, méthodes diverses pour diviser les travailleurs: les capitalistes ne reculent devant rien pour préserver leurs profits.

Quand cela est inefficace, ils n'hésitent pas à déclencher leur violence de classe contre les exploités en lutte: ce sont les ouvriers d'Elastel au Puy au début de l'été dernier qui ont été sauvagement matraqués, puis une manifestation à Caen où il y a eu des blessés graves, et ce ne sont là que quelques exemples.

## L'INTERVENTION DES CRS: UNE HABITUDE

Maintenant systématiquement, c'est contre les travailleurs qui occupent que les policiers interviennent: Brissonneau et Lotz à Nantes, les grévistes des UAP ou du Crédit du Nord à Paris sont parmi les exemples les plus probants, sans parler des postiers!

Au départ, c'était contre les postiers qui occupaient leur centre de tri, c'est-à-dire que la grève y avait déjà démarré depuis plusieurs jours, ce fut le cas pour Créteil l'an passé, ou encore Bordeaux et Limoges. Avec la récente grève de Trappes, c'est cette fois-ci dès le début que les policiers sont intervenus, avant même que la décision d'occupation ait été prise et les autres centres qui rejoignent le mouvement, eurent droit eux aussi à la présence de plusieurs cars de CRS, devant leur entrée.

La profonde volonté de lutte qui anime les sidérurgistes commence à effrayer les hautes sphères. Les occupations des services centraux comme ceux d'Usinor à Trith, les blocages d'autoroute, les manifestations imposantes avec des villes entières dans la rue comme à Metz le 12 janvier font aujourd'hui figure de « petites » actions après l'attaque du commissariat de Longwy et les journées de Denain où la juste violence de classe des travailleurs répondit à celle des capitalistes et de leur appareil d'Etat.

## LA CAROTTE ÇA NE MARCHE PAS

Cette concrétisation croissante de la profonde combativité des travailleurs, même si encore elle ne touche pas trop les patrons de la sidérurgie à la caisse, est une menace directe à leurs projets de restructuration globaux de l'économie. Et cela commence à inquiéter Giscard-Barre. La carotte: entrevue avec les hauts dirigeants syndicaux où il fut parlé surtout de « solutions industrielles » alors que c'est « Non à tout licenciement » qu'exigent les sidérurgistes, puis la grande manœuvre autour de la session extraordinaire du Parlement, tout ce cinéma enrobé de grands discours n'a pas atteint son but: la combativité des travailleurs n'a pas été désamorcée.

Alors maintenant pour tenter d'enrayer cette lutte et porter un nouveau coup aux travailleurs, Giscard et Barre attendaient un alibi pour tenter de donner le change.

René BREAND

## Le 23 mars

# Bizarre, l'attitude de la police

**«P**ARIS livré aux casseurs », « 54 boutiques cassées » c'était ce qu'on pouvait lire dans le Figaro et France-soir le lendemain de la manifestation du 23 mars. Après le matraquage par les flics, celui de la presse gouvernementale. La suite ne s'est pas faite attendre le soir même, le comité d'action et de liaison des petites entreprises (affilié à la confédération des PME) demandait la suppression des manifestations dans la capitale et dénonçait « l'impuissance des pouvoirs publics à maintenir l'ordre au cours des manifestations organisées sur les voies publiques alors qu'on connaît pourtant exactement par avance les méthodes d'agression et qu'on peut prévoir les sévices à subir ». En même temps, un membre de l'UDF demandait au préfet: « L'interdiction complète à l'avenir de tout défilé syndical et politique sur le territoire de Paris, à l'exception, peut être du bois de Vincennes ».

Le tout, bruyamment répercuté sur les ondes et

les antennes. La conclusion logique de ces propos, c'est Giscard, l'homme de confiance des patrons qui l'a donnée hier. Il a demandé au ministre de l'intérieur de donner aux préfets « les directives nécessaires pour refuser désormais les autorisations de manifestation dans les centres des villes dès lors que celles-ci ne présen-

tent pas de garanties absolues de sécurité ». Ce n'est pas une mesure isolée, elle vient après les mesures Stoléru, Bonnet, contre les travailleurs et étudiants immigrés, elle vient en même temps que les menaces du gouvernement sur le droit de grève. Quel en a été le prétexte?

Suite page 4



A la manifestation du 23 mars. Plus de 300 gardiens de la paix participaient en « déshabillé ». Ci-dessus, trois « déshabillés » aux côtés des CRS.



# La réduction d'horaire au cœur de la lutte syndicale européenne

**C'**EST par une table ronde avec la CES Confédération européenne des syndicats) que la CFDT ouvrirait mercredi 28, sa campagne sur la réduction du temps de travail. Un temps fort de cette campagne doit être la semaine d'action du 2 au 6 avril.

Table-ronde européenne, car la question de la réduction du temps de travail est bien au cœur des préoccupations des organisations syndicales de la CES et sera un des points principaux du congrès européen qui se tiendra à Munich, du 14 au 18 mars prochains.

Cette table ronde avait pour but de montrer les convergences d'analyses dans les divers pays d'Europe, mais aussi les spécificités des tactiques syndicales sur une question bien complexe : le point le plus difficile étant le lien entre réduction d'horaire et création d'emplois. Le second aspect est celui de réduction hebdomadaire (vers les 35 heures) ou de réduction annuelle (cinquième semaine de congés pays)...

Tous les syndicalistes présents, Bonaccini pour la CGIL, (Italie), Kokour pour la FNV (Hollande), Loderer pour la IG-Metall (Allemagne), Debunne pour la FGTB (Belgique) et Maire pour la CFDT, ont fait la même analyse : priorité à la réduction d'horaire par rapport à l'augmentation de salaire (sauf pour les plus bas), non pas tant pour « créer des emplois », mais, d'après eux, pour empêcher que le chômage ne se développe. Il y a 6,5 millions de chômeurs en Europe à l'heure actuelle et la restructuration n'est pas terminée.

François Staedelin, secrétaire de la CES, a dans son intervention, mis en avant les contradictions que soulève cette question, les divers syndicats qui proclament tous « réduire les horaires pour créer des emplois », alors qu'ils reconnaissent que cela ne suffit pas, et qu'il faut lutter pour que la réduction de la durée du travail ne se traduise pas par une augmentation de la productivité (actuellement de 5 %).

Beaucoup d'ambiguïtés donc, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

La CFDT lance sa campagne sur le thème « Du temps pour vivre », mais on peut se demander ce que recouvre cette indication faite par Albert Mercier mercredi, « la campagne qui doit mobiliser toute la classe ouvrière pour prendre des formes très diverses selon les secteurs : la 5e équipe, retour aux 40 heures, les 38 ou 35 heures, la suppression du samedi, l'allongement des congés, ou des temps de pose »...

Beaucoup de sections syndicales se battent pour la réduction hebdomadaire du temps de travail, pour que les patrons considèrent les temps de pose comme du temps de travail et n'assimilent pas congés supplémentaires à réduction d'horaire. Par son ambiguïté, la campagne CFDT va-t-elle vraiment les armer pour cette lutte difficile ?

Claire MASSON

## Journée d'action dans la fonction publique

# Les nantis montrent les dents

**J**EUUDI 28 mars : journée d'action des travailleurs de la fonction publique. Postiers, employés communaux, hospitaliers et personnel non-enseignant de l'Éducation nationale se sont rassemblés à Paris pour manifester.

Les temps s'aggravent pour les fonctionnaires aussi. Regardons la situation dans tous les secteurs, les postes et télécommunications, la santé, la RATP, la SNCF, l'EDF/GDF, personnel enseignant et non-enseignant de l'Éducation nationale, personnel de toutes les administrations : trésor public, Sécurité sociale, ANPE, etc. Que se passe-t-il ?

« Ces nantis », comme les appelle Barre, subissent, en fait, des conditions de travail de plus en plus pénibles et tirent, bien souvent, dès le 15 du mois, le diable par la queue !

C'est dans un tel contexte que les fonctionnaires revendiquent les 35 heures par semaine et la remise en ordre des rémunérations.

En effet, le gouvernement a relevé les traitements des fonctionnaires que de 1,5 % au 1er mars, alors que les prix officiels ont grimpé de plus de 1,6 % au cours des deux premiers mois de l'année !

Aux maigres salaires s'ajoutent l'insécurité de l'emploi. Le secteur privé n'est pas le seul à « travailler » avec les boîtes d'intérim, le secteur public exploite à fond l'auxiliaire et le vacataire, variantes de l'intérim.

Or, l'espoir de titularisation ressemble de plus en plus à un mirage pour les auxiliaires.

Les travailleurs de la fonction publique relèvent la tête pour riposter au plan Barre et au redéploiement ;

pendant, ils ne sont pas parvenus encore à basculer le rapport de force en leur faveur, comme en témoigne la dernière lettre de Barre à ses ministres, Intransigeance, inflexibilité sont les maîtres-mots de la politique du gouvernement Giscard-Barre.

Au nom de la réduction des dépenses de l'État, Barre vient de confirmer que les crédits pour 1980 n'atteindront pas ceux de 1979 « assortis du taux de croissance en volume qui est prévisible aujourd'hui ».

Qui dit restriction de crédits implique qu'il n'y aura non seulement pas d'embauche du personnel mais restriction du personnel ; c'est donc à cette première conclusion qu'aboutit Barre. « Je considère que le niveau actuel des effectifs d'agents publics permet aux administrations d'assurer leurs missions nouvelles. En outre, des suppressions d'emplois correspondant à la réduction de certaines tâches devront être présentées ».

Ce ton carrément hostile va de pair avec les déclarations actuelles de ministres et autres personnalités bon teint contre le droit de grève des travailleurs.

Le gouvernement est passé à un cran supérieur dans son offensive contre les travailleurs ; une riposte plus unie, plus massive ne peut être que la seule réponse.

N V

les barricades ont flambé et les vitrines ont volé en éclat (sous l'œil des caméras

qui n'ont retenu que cet aspect de la manifestation).

Léon CLADEL

## Faire face à l'attaque d'ensemble

(Suite de la page une)

Déclarations démagogiques, négociations, session parlementaire extraordinaire n'ont pu en venir à bout.

C'est pour tenter d'annihiler cette résistance, d'ôter des possibilités et moyens de développer la lutte que Giscard-Barre s'en sont pris ces derniers temps au droit de grève puis de manifestation.

La classe ouvrière doit s'unir pour faire échec à cette provocation et à ces manœuvres. S'unir bien sûr dans chaque entreprise et chaque branche. S'unir aussi plus étroitement encore autour des sidérurgistes qui se battent en première ligne. S'unir dans son ensemble pour préserver les droits et libertés démocratiques qui facilitent la riposte à l'offensive anti-ouvrière des possédants.

Unité de la classe ouvrière et des masses populaires pour la défense de leurs droits acquis !

Le secrétariat du comité central du PCML

## 23e CONGRES DU PCF

# Husak soutenu par le peuple ou les chars russes ?

**L**E projet de résolution pour le 23e congrès du PCF indique dans sa partie traitant de la « solidarité internationale » : « (Nous affirmons notre) solidarité avec les partis communistes placés par les peuples à la direction du pays où se construit et se développe le socialisme ».

Nous ne discuterons pas ici du fait que la qualité de communiste est accordée frauduleusement à des partis tel que celui d'Union soviétique, ni du fait que les dirigeants du PCF présentent comme « construction du socialisme » ce qui n'est en réalité aujourd'hui qu'une variante plus étatisée de l'exploitation capitaliste que nous connaissons à l'Ouest.

Remarquons seulement que les dirigeants du PCF prennent la peine de définir un certain nombre de critères qui fondent les relations qu'ils entretiennent avec d'autres partis.

Parmi ces critères, celui précisant que ces partis sont placés à la tête du pays

per leur peuple mérite l'attention.

En effet, il est soumis à de rudes entorses par ceux la même qui le définissent.

De deux choses l'une, ou bien les dirigeants du PCF ne font aucune différence entre peuple tchécoslovaque et chars russes entre peuple cambodgien et chars vietnamiens, ou ils se moquent du monde. Ce qui revient au même. Gratifier Husak et les fantoches de Pnong Penh d'une légitimité populaire, c'est aller loin dans la voie du mensonge éhonté.

En définitive, réclamer la rupture des relations entre le PCF et le parti tchèque comme le font un certain nombre de militants du PCF, c'est non seulement satisfaire à une exigence de justice et de solidarité avec les travailleurs tchécoslovaques, mais ce devrait être également la conséquence pratique logique des principes mis en avant dans le projet de résolution.

\* Souligné par nous.

PH

**N**OUS reproduisons ci-dessous le texte émanant de militants du PCF et qui circule actuellement dans ses rangs. Malgré les réserves que nous inspire le point 5, nous pensons que la portée politique de cette demande est largement positive.

### DECLARATION A TOUS LES COMMUNISTES

De nombreuses luttes pour les droits démocratiques se développent actuellement dans les pays se réclamant du socialisme.

Le 23e Congrès décide de leur apporter un soutien actif, en conséquence il se prononce pour :

1- Le retrait de Tchécoslovaquie des troupes du Pacte de Varsovie, comme le réclamait le communiqué de notre Bureau politique d'août 68, au moment de l'intervention.

2- La rupture des liens et relations avec le PC tchèque.

3- Une solidarité active et l'établissement de relations fraternelles avec le KOR, la Charte 77 et les syndicats libres des pays de l'Est.

4- La libération de tous les prisonniers politiques des pays se réclamant du socialisme.

5- La réhabilitation de toutes les victimes du stalinisme et, entre autres, de Boukharine et Trotsky.

6- La réhabilitation de Marty, Tilton et des nombreux camarades victimes du stalinisme en France.

Nous appelons tous les militants, toutes les militantes qui pensent que notre 23e Congrès devrait adopter un tel texte à le signer.

Nous appelons toutes les cellules, toutes les conférences de section et de fédération à l'adopter et à le soumettre au Congrès.

### Dans un laboratoire d'analyses à Brest RECIPIENT

Dans notre numéro du jeudi 29 mars, s'est glissée une grossière coquille. Ce n'est pas le tiers des employés qui a débrayé pour s'opposer aux 11 licenciements comme il a été indiqué par erreur dans le titre et le chapeau de l'article, mais bien la totalité des employés de ce laboratoire d'analyses qui en compte 44. Aujourd'hui vendredi, la direction ne veut toujours rien savoir, et l'action des travailleurs et travailleuses continue. La section du Parti communiste marxiste-léniniste de Brest et la cellule Louise Michel, dans un communiqué de soutien, appellent les travailleurs de la santé à soutenir la lutte des employés et des employées du laboratoire.

## Bizarre, l'attitude de la police

(Suite de la page 3)

### LES DÉHABILLES DE L'OPÉRA

Ils étaient plus de trois cents gardiens de la paix « déshabillés » (terme pour désigner les gardiens de la paix en civil). D'habitude ils ne sont que deux ou trois par secteurs.

Coiffés de casques de motos et de matraques télescopiques, que pouvaient-ils faire ?

A ceux-là, il faut ajouter les flics en civil. Le gardien de la paix, Le Xuan, arrêté par le service d'ordre CGT n'était pas un cas isolé, il y en avait d'autres.

Au moment de la charge policière, près de l'Opéra, lors du pillage du magasin Lancel une dizaine de casseurs présentent aux flics leur carte du SAC. « A l'Élysée, à l'Élysée » criait un casseur connu par les services de police pour travailler au SDECE, sous le nom de colonel Selis. Il était de toutes les barricades, de tous les pillages, il a été

photographié en train de piller la vitrine du bijoutier Broma.

### DES FAITS TROUBLANTS

D'autres faits sont très révélateurs des intentions du gouvernement ce jour là. Exceptionnellement, il n'y avait aucun filtrage dans la station de métro Opéra. D'ordinaire la police avant les dislocations fait des rafles aux bouches du métro. Autre événement troublant tandis que les vitres du Café de la Paix volaient en éclat les CRS se regardaient en se demandant « mais qu'est-ce qu'on fout ? ». Le pillage du magasin Lancel s'est effectué en toute tranquillité, de même l'édification des barricades sur le boulevard des Capucines. Les flics qui étaient mille auraient très bien pu prendre les 200 casseurs en tonnelle et les disperser. Ils n'en recurent jamais l'ordre. Et pendant une heure et demie

# D'où vient la division syndicale ?

**P**OUR le développement de la lutte des sidérurgistes (comme pour le développement de la lutte générale contre l'offensive du patronat et du gouvernement), une question se pose, qui préoccupe à juste titre de nombreux travailleurs. C'est celle de l'unité syndicale. Tout le monde peut constater que la volonté de lutte est grande parmi les travailleurs, parmi les sidérurgistes et aussi bien d'autres catégories d'ouvriers ou d'employés. Postiers, cheminots, employés des banques ou des assurances, personnel hospitalier, lycéens et collégiens, fonctionnaires, enseignants sans parler des travailleurs de l'EDF ou de la SFP.

Que de luttes qui se succèdent ! Il y a peu de jours sans manifestation de telle ou telle catégorie. Il est facile de comprendre que l'unité de ces luttes créerait pour chacune de meilleures conditions de succès, face à l'ennemi commun. D'ailleurs, cette dispersion,

cette division, bien des travailleurs les ressentent douloureusement.

Certes, l'ennemi, le capitalisme, organise la division : « diviser pour régner », c'est l'arme des exploités qu'ils manient avec habileté dans leurs attaques, frappant inégalement les différentes couches de la classe ouvrière. Et l'unité se conquiert, elle ne se décrète pas par simple appel. La division de la classe ouvrière n'est pas seulement le fruit de mauvaises politiques.

Mais, cela est bien évident aussi, la division syndicale, pour le moins, ne crée par de bonnes conditions pour construire cette unité, à la fois nécessaire et souhaitée par de nombreux travailleurs.

A l'heure où l'attaque du capital se concentre contre les sidérurgistes (et les autres travailleurs) cette nécessité de l'unité et l'aspiration des travailleurs apparaissent de façon particulièrement nettes.

Or, c'est justement dans une telle période que la division syndicale est la plus marquée, que les querelles sur les objectifs, les formes d'actions sont les plus vives et les initiatives les plus dispersées, la marche du 23 en étant le dernier et le plus frappant exemple !

Voilà bien là de quoi s'interroger sur les objectifs que poursuivent les chefs syndicaux et qui fait fort justement douter de leur souci de mener la bataille engagée par la classe ouvrière à la victoire !

Qu'y a-t-il derrière cette division syndicale ? Quelle en est la signification ?

C'est à cela que nous allons essayer de répondre. Cela est d'autant plus d'actualité que les dirigeants du PCF viennent de présenter dans l'Humanité, à travers un document sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, leur position sur la question syndicale, position « sur le papier » qu'il faut bien sûr toujours confronter à l'attitude réelle, aux faits.



Les travailleurs aspirent à l'unité pour la lutte et critiquent les divisions entre les syndicats CGT et CFDT.

Mais les dirigeants de ces deux organisations poursuivent des objectifs politiques propres, liés à leur appartenance politique. A gauche : Séguy et Krasucki, dirigeants de la CGT, membres du bureau politique du PC. A droite : Maire et Rocard, tous deux dans le même courant du PS.

Commençons donc par rappeler un certain nombre de faits pour mieux voir

quand et sur quoi les chefs syndicaux se divisent.

rapport de force : le PS surpassait en voix le PC.

apparaissent ces temps-ci dans les tribunes, dans l'Humanité et les autres publications du PCF, en préparation du 23e congrès, et l'orientation générale telle qu'elle s'exprime dans le projet de résolution, s'étant infléchi dans le sens du second. Ces tendances divergentes, on les retrouve chez les dirigeants du PCF qui sont à la tête de la confédération CGT comme en a témoigné le 40e congrès.

Divisions dans le PS, divisions dans le PC, mais aussi, et encore plus, oppositions confirmées entre PC et PS (sauf, par exemple, lors des élections cantonales !), tout cela ayant comme fond la rivalité entre les deux partis, en même temps que des objectifs politiques depuis toujours différents (l'Europe par exemple contre laquelle le PC essaie de détourner la colère ouvrière).

## Quand et sur quoi se divisent les chefs syndicaux ?

Pour ne pas remonter trop loin dans le temps, voyons tout d'abord la grande période de l'unité, celle d'avant les législatives de mars 1978, en tout cas jusqu'à ce que, à travers les péripéties de la « réactualisation du Programme commun », les partis de l'Union de la gauche se séparent en claquant la porte après l'été 1977.

de la gauche, preuve s'il en est du lien étroit entre partis et syndicats.

Après la rupture, en même temps que les dirigeants du PCF lançaient leur thèse du « virage à droite du PS », ceux de la CGT développaient celle des « tendances à la collaboration de classe » de la CFDT, tout en appuyant les candidats du PC aux législatives. De leur côté, les dirigeants cédétistes prenaient fait et cause pour le Parti socialiste. C'en était fait des manifestations communes et des grandes proclamations d'unité.

Où en est-on depuis mars 1978 ?

Remarquons d'abord qu'au lendemain des élections, dirigeants des syndicats comme des partis de l'ex-Union de la gauche ré-

pondaient comme un seul homme aux invitations de Giscard et à sa fameuse ouverture qui n'était, en fait, qu'une préparation aux coups contre les travailleurs qui allaient suivre. L'été 1978 est l'une des périodes où furent signés le plus grand nombre d'accords, dont celui dans la métallurgie, et engagées des discussions sur quantité de questions, telles la durée du temps de travail, l'indemnisation du chômage, etc.

Côté CFDT, cela s'appelait recentrage ; côté CGT, cela s'appelait réalisme... Ces discussions n'ont pas cessé et, sur ce terrain, les dirigeants de la CGT et de la CFDT se retrouvent ensemble.

## Une cause d'accentuation de la division syndicale

Ces divisions continuent bien évidemment à trouver l'une de leurs expressions dans la division syndicale.

Quant aux militants de base, comme d'ailleurs l'ensemble des travailleurs, ils sont plus préoccupés de riposter aux coups du patronat, surtout lorsqu'ils y sont confrontés dans leur entreprise, leur syndicat... et d'exprimer leur rejet de la politique du gouvernement Giscard-Barre.

C'est bien d'ailleurs là que réside la raison pour laquelle la division syndicale, dans cette période, s'accroît encore quand les travailleurs luttent et sont largement mobilisés. Car il s'agit toujours de canaliser et utiliser à son profit la mobilisation et l'aspiration des travailleurs. On peut

bien penser que la journée du 23 mars n'était pas précisément faite pour conduire la lutte à un niveau supérieur en développement et en unité : tel n'est du moins pas le cas. Se « refaire » après l'échec de mars 1978 : tel est bien plutôt le souci constant des dirigeants du PCF et de la CGT. Que gagnent dans tout cela les travailleurs ? Assurément rien ! Cela ne fait que contribuer à leur division organisée, entretenue par la bourgeoisie.

Là est la source de la division syndicale : dans les rivalités de partis, de courants, projets politiques qui ne représentent pas ou plus les intérêts des travailleurs.

## Après 1978, c'est pire

Mais surtout, les contradictions surgies dès la période de marchandages avant mars (« réactualisation du Programme commun ») s'accroissent après l'échec. Ce sont les divisions dans le PS : principalement l'opposition Mitterrand-Rocard. On sait que Maire est dans le courant minoritaire que représente ce dernier et que cette division a pris le 23 mars la forme concrète d'un soutien du PS à la marche, alors que la CFDT n'y avait pas appelé, ce qui

provoqua de bien vives réactions d'Edmond Maire. Nous reviendrons de façon plus précise sur ces divisions dans le cadre du congrès du PS qui aura lieu au mois d'avril, avant celui de la CFDT (début mai).

Ce sont aussi les divisions dans le PC : principalement l'opposition entre le courant désireux de prendre plus de distances avec l'URSS et se rapprocher plus du PS, et celui exactement contraire. Les deux

## Concurrence d'abord

Chacun le comprend maintenant : l'objet de la réactualisation du Programme commun était le marchandage pour le partage d'un pouvoir qui paraissait alors à portée de la main entre dirigeants du

PC et du PS, chacun voulant, bien sûr, avoir la plus grosse part.

Les élections venaient sanctionner à la fois l'échec (le pouvoir échappait aux partis de l'ex-union) et le



Manifestation du 26 mars.

## Les élèves infirmières ont les mêmes soucis que le personnel soignant

**A**CTUELLEMENT la forte mobilisation des élèves-infirmiers (es) marque le « ras le bol » de ces élèves. Poussés comme des pions sur un damier, sautant de cases blanches en cases noires, les élèves infirmiers (es) doivent être à la fois des élèves et des travailleurs (ses) selon les « exigences de la formation ».

Elèves pour justifier l'absence de salaire ; élèves pour leur refuser le droit d'expression et d'organisation. Travailleurs pour leur refuser le droit d'être malades plus que 15 jours sur 28 mois de formation, etc.

Les élèves-infirmiers (es), face à une telle situation se sont saisis de leur problème et sont bien décidés à obtenir gain de cause.

L'ampleur de cette mobilisation est à souligner. Ce sont entre deux mille et trois mille élèves-infirmiers (es) qui manifestaient mercredi à Paris. Un mouvement de solidarité se dessine entre les élèves-infirmiers (es) et le personnel hospitalier.

Ce qui est très positif puisqu'objectivement les élèves-infirmiers (es) et le personnel soignant partagent les mêmes préoccupations comme l'exigence d'embauche, par exemple.

**« PARISIENS, PARISIENNES VOTRE SANTÉ EST DANS NOS MAINS NOUS DEMANDONS VOTRE SOUTIEN »**

Cette semaine, depuis lundi 26 mars, les élèves-infirmiers (es) ont suivi la semaine d'action appelée par la coordination nationale. Le temps fort de cette semaine était la grève générale des élèves-infirmiers (es) le mercredi 28 mars avec, à Paris, une manifestation partant de l'hôpital de la Salpêtrière. Environ deux à trois mille élèves-infirmiers (es), entre autres de l'assistance publique et de la Croix rouge, étaient soutenus par des étudiants en médecine de différents centres hospitaliers universitaires (CHU).

La manifestation très combative s'est dirigée vers le siège de l'assistance publique (avenue Victoria). Une entrevue négociée depuis longtemps par la CFDT avec Vial, directeur de l'enseignement de l'assistance publique, a été obtenue avec six délégués, dont la plupart non-syndiqués. Les résultats de cette entrevue sont insuffisants. C'est pourquoi l'assemblée générale des élèves-infirmiers (es) en lutte a décidé de poursuivre le combat jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Nathalie VILLOTIERS

### SANTÉ

## La Sécurité sociale et les hôpitaux sous surveillance

**S**IMONE VEIL, avant de quitter le ministère de la Santé pour prendre la tête de la liste UDF des élections européennes, vient de mettre sur pied une commission des comptes de la Sécurité sociale. Cette commission qui doit commencer à fonctionner fin avril a pour but de préparer la politique du pouvoir en ce qui concerne la Sécurité sociale. Elle présentera l'automne prochain un rapport au Parlement. Ne doutons pas que ce rapport fera apparaître un déficit que les assurés devront combler encore une fois.

Cette commission est composée de parlementaires, de fonctionnaires des administrations, de représentants des organisations professionnelles (patrons) et syndicales, de la Sécurité sociale, de médecins et des hôpitaux.

En même temps, Simone Veil a mis sur pied la surveillance des hôpitaux, de leur activité et de leurs dépenses. Chaque mois, les directions des hôpitaux devront fournir un rapport sur ce sujet. Des tableaux comparatifs seront dressés pour permettre de comparer leurs activités et sans doute de sanctionner ceux qui ne sont pas assez rentables, tant il est vrai qu'en matière de santé pour le pouvoir, c'est la rentabilité qui compte.

## Epizootie de fièvre aphteuse en Basse-Normandie

### Des milliers de bêtes abattues

**U**NE épizootie de fièvre aphteuse vient de frapper une dizaine d'exploitations agricoles de la région du Bessin en Basse-Normandie.

Depuis la fin de la semaine dernière, la direction des services vétérinaires (DSV) a ordonné l'abattage préventif de centaines de porcs, bovins et moutons se situant dans le périmètre délimité de l'épidémie.

Les animaux abattus sont enterrés dans des carrières sous la chaux vive, et tous les transports, tous les marchés de bestiaux sont interdits dans les départements de la Manche et du Calvados.

Il est difficile actuellement de dire dans quelles conditions se sont effectués ces abattages massifs, mais si l'on se réfère à la précédente épidémie de fièvre aphteuse qui avait éclaté en 1974 à la même époque dans les Côtes-du-Nord,

on ne peut qu'être inquiet pour l'avenir des petits et moyens exploitants. Il y a en effet le double problème des conditions d'abattage et la question des procédures et de l'ampleur des indemnités des éleveurs concernés. Sans parler bien sûr, de certains vétérinaires qui profitent de ces épidémies pour se remplir les poches puisqu'ils détiennent le monopole du droit de vaccination.

La fièvre aphteuse est une maladie virale dont de nombreux foyers subsistent encore de part le monde. Le virus peut être transporté par toutes sortes d'animaux comme par l'homme lui-même. Que des épizooties se déclenchent même dans notre pays ici ou là, n'a donc rien d'extraordinaire, excepté bien sûr pour la presse à sensation qui s'empare de ce genre d'affaire et qui contribue à créer un climat de panique.

### Sport

#### RUGBY

## Interdire la tournée de l'équipe de l'apartheid en France

**L**E MRAP (Mouvement contre le fascisme et pour l'amitié entre les peuples) a lancé une campagne contre la venue en France, en automne prochain, de l'équipe sud-africaine de rugby.

Les gouvernements d'un certain nombre de pays (Australie, Nouvelle-Zélande) ont interdit chez eux toute tournée de l'équipe de rugby du pays de l'apartheid. En France, les protestations contre le régime raciste sud-africain et contre les précédentes tournées de son équipe ont incité les dirigeants de la Fédération française de rugby à effectuer un semblant de recul. Désormais, ils « exigent » des Sud-Africains qu'ils incorporent deux joueurs Noirs dans leur équipe. Ceci ne gêne pas le moins du monde les racistes qui font jouer pour la forme un ou deux joueurs Noirs quand leur équipe rencontre celle de France. Cette mesure laisse croire, en fait, qu'il y a évolution dans l'apartheid, ce qui est absolument faux.

L'« exigence » de la Fédération française de rugby

ne sert donc qu'à masquer la réalité aux amateurs de rugby de notre pays.

Dans ce sport, l'apartheid se traduit par la séparation en équipes noires et blanches, les secondes ayant tous les avantages. Seuls les joueurs Blancs ont accès à l'équipe nationale. Les places autour des terrains sont réparties selon la couleur : les places centrales sont réservées aux Blancs, celles des virages, derrière les poteaux, où la visibilité est mauvaise, sont réservées aux Noirs. Le tout étant séparé par des barbelés.

Il est évident que ce qui est la règle en sport l'est bien plus dans l'ensemble des rapports sociaux.

Nous nous associons à la campagne du MRAP pour interdire la tournée en France de l'équipe de l'Afrique du Sud.

H. M.

## SOUSCRIPTION

# 40 millions pour fin juin !

### Liste de souscription

Total précédent	9 436,60 F
Souscription local Paris	21,60 F
Sur calendriers réglés en janvier	4 800 F
Cellule E. Pottier du PCML Arles	300 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
E. P. St-Brieuc	10 F
D. Seine-St-Denis	10 F
D.M. Ailler	20 F
M.B. Cachan	20 F
B.D. Chelles	150 F
R.J.D. Grenoble	20 F
B.M.F. Nantes	20 F
P.J.C. St-Nazaire	10 F
D.J. Limoges	30 F
M.G. Viroflay	10 F
F.N. Lyon	20 F
Un petit paysan. Soirée sur le Kampuchea	
St-Brieuc	20 F
G.C. St-Brieuc	130 F
Souscription lycée Segfried Paris	2,60 F
Souscription librairie Paris	40 F
Supplément à réabonnement quotidien du peuple plus bimensuel C.A. Créteil	10 F
Soutien hebdomadaire (février) M.D. Boulogne	60 F
Des marxistes-léninistes Vendée	85,55 F
Au cours d'un repas souscription journal Berck	50 F
Un sympathisant ouvrier St-Brieuc	47 F
Total au 12 février 1979	15 323,35 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
L.J.P. Lyon	7 F
B.J. St-Nazaire	10 F
F.M. Aubagne	3 F
D.B. Lille	20 F
D.P. Reims	40 F
P.T.H. Begard	2 F
L.T.H. Avignon	20 F
D.P.H. Palaiseau	60 F
L.M.C. Loire-Atlantique	180 F
Souscription Lozère	70 F
Vente sur marchés et souscription sympathisant Loire-Atlantique	145 F
Supplément brochures C.D. Yonne	10 F
CP du PCML Eugie Varlin Paris	2 250 F
Souscription vente de produits fermiers et souscription de camarades ouvriers Bretagne	335 F
Supplément réabonnement quotidien plus bimensuel :	
D.J. Rennes	70 F
H.C. Paris	35 F
N.G. Ile-et-Vilaine	12 F
G.J. Orne	10 F
Souscription vente et réparation Bretagne	50 F
J.M. Lille	220 F
Souscription Clermont-Ferrand	48,20 F
A foccasion d'un fest-noz de 250 personnes Bretagne	300 F
Soutien à IHR P.H. Sarthe	6 F
Total au 20 février 1979	19 216,55 F
Souscription Vienne	50 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel :	
C.A. Angers	132 F
P.P. Grenoble	70 F
I.P. Lille	40 F
B.M. Anjou	10 F
Supplément à réabonnement HR plus Quotidien du peuple :	
C.J.C. Grenoble	30 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
P.L.A. Lyon	60 F
F.J. Laval	10 F
P.F. Charenton	300 F
M.B. Châtelleraut	910 F
V.A. Dunkerque	20 F
G.P. Nancy	10 F
L.S. Vienne	20 F
Souscription Fougères	14,50 F
Souscription Vannes	100 F
Deux camarades Nîmes	1 000 F
Des camarades Aubagne	11,50 F
Un camarade Brest	2 800 F
Supplément à réabonnement bimensuel :	
L.J.P. Lyon	9 F
R.J. Nantes	40 F
Souscription permanente I.J. Marseille	200 F
Des métallos de Tréfilimétaux Bretagne	100 F
Des camarades Corbeil	30 F
Des ouvriers de l'ADHP Evry	10 F
Total au 6 mars 1979	25 193,55 F
Supplément à journaux DJL (Paris)	6 F
Sur carte de vœux 1978	9 920
Sur calendrier 1979	7 600
Supplément à abt. bimensuel JCH (Rodez)	25 F
Souscription (Isère)	100 F
Supplément à réab. bim. PLA (Lyon)	10 F
Supplément à réab. Qt. plus QDP MR (Limoges)	150 F
Supplément à réab. Qt. LJC (Bretagne)	120 F
Supplément à réab. Qt. HI (Bretagne)	60 F
Supplément à réab. bim. LP (Lille)	12 F
Supplément à Qt. MR (Avignon)	120 F
Cellule Aurore du PCML (Région parisienne)	700 F
Cellule Hapiot du PCML (Région parisienne)	40 F
Cellule F. Yveton du PCML (Région parisienne)	360 F
Supplément à réab. Qt. MJN (Lorient)	30 F
A un repas entre amis pour le Qt. (Lille)	50 F
Supplément à abt. bim. JCYM (Pas-de-Calais)	125 F
Souscription hebdomadaire mars. MD (Boulogne-sur-Mer)	60 F
Supplément à réab. Qt. BG (Bretagne)	30 F
Un ancien garibaldien (Rouen)	100 F
Un technicien RNUR (Rouen)	30 F
Supplément à réab. VP. (Vendée)	100 F
Supplément à réab. Qt. TG (Rennes)	20 F
Souscription RMT (Rennes)	50 F
TOTAL AU 14 MARS 1979	45 011 F



Aubagne : un match de foot, une bonne occasion de se rencontrer

Match de foot à Aubagne

Allez petit, vas-y shoote !

UN match de foot, c'est une occasion de retrouver des amis de tous les horizons. Immigrés, Corses, Français étaient au rendez-vous ce samedi 24 pour profiter du soleil matinal et courir après le ballon. Pour compléter les équipes, on se joint aux jeunes du foyer voisin et c'est parti ! Au bout d'un moment, pour plusieurs, la sueur ruisselle, les jambes se font lourdes, la bouche est sèche ; faut dire qu'on n'a pas toujours le temps de s'entraîner. Ça ne fait rien, on surmonte la fatigue et on s'encourage : « Allez petit ! », « Bien ! », « Vas-y, shoote ! », « Ouais, ça y est, But ! ». Ça fait combien, au juste ? On s'en fout ! Les gagnants paient le pastis comme les perdants... et puis, il y a la revanche, dans quinze jours !

Journée d'action des femmes de service

Pour la titularisation et «ne plus être des bonnes»

L'EDUCATION nationale se distingue par la pluralité des statuts du personnel enseignant et non-enseignant. C'est ainsi que les femmes de service des écoles maternelles et primaires sont la plupart du temps des employées communales. Mercredi 28 mars, elles ont suivi la journée d'action à l'initiative de la CGT et de la CFDT, pour obtenir de leurs employeurs, les maires, des plans de titularisation, des reclassements des règlements de travail.

Ce sont 100 000 femmes, dont 35 000 en maternelle qui sont concernées par cette journée nationale d'action. En effet, que ce soit au niveau local ou national la tendance est de diminuer au maximum le nombre de femmes de service et de restreindre le nombre des titulaires.

Employées communales ou employées du ministère de l'éducation nationale, elles sont toutes confrontées aux mêmes problèmes. Elles vivent, toutes, avec acuité le problème de l'auxiliaire. Certaines dispositions ont été prises pour éviter aux auxiliaires la possibilité d'être intégrées. Seuls les personnels de service ayant atteint un an ou plus d'ancienneté se verront attribuer un poste à l'année. Pour les autres, il ne restera que des postes à mi-temps. Cela signifie que les auxiliaires seront des chômeurs à temps partiel, avec des salaires de 1 100 F.

Elles subissent le « barème 66 ». Le barème 66 est un barème qui fixe les normes d'agents de service pour le nombre d'élèves dans un établissement. Ces normes sont tellement basses que de nombreux établissements sont surdotés. Cela permet à l'administration de retirer des postes aux lycées et dans certains cas d'en supprimer quelques uns. Bien souvent, leur employeur dans le cas présent l'éducation nationale, ne respecte pas la législation du travail. Ainsi dans un lycée technique de la région parisienne des femmes de service nous ont raconté quelles sont leurs conditions de travail.

Elles font 44 heures de travail par semaine. Elles doivent avoir un repos de 11 heures entre le travail du jour et le travail du lendemain, mais comme elles travaillent en roulement, quand elles passent de l'équipe du soir à l'équipe du matin, elles n'ont pas 11 heures de repos. La journée d'action des femmes de service en maternelle et en primaire s'inscrit parfaitement dans la lutte contre les mauvaises conditions de travail que connaissent les employées communales et les employées du ministère de l'éducation nationale. Aussi peut-on souhaiter que prochainement les structures syndicales des femmes de service n'ayant pas le même statut décident des actions unitaires regroupant toutes les femmes de service quel que soit leur statut. N. V.

Rennes

Inauguration houleuse de la société Transpac

Rennes le 28 mars correspondant.

ROBERT Ségur est venu à Rennes le 27 mars inaugurer la société Transpac (société d'économie mixte mise en place par les PTT). Le ministre des PTT a préféré prendre une porte dérobée pour éviter une haie d'honneur formée par les employés des PTT, de la CGCT-Rennes et d'une délégation de l'AOIP-Guingamp (entreprise de la téléphonie en lutte pour

conserver l'emploi), cela ne l'a pas empêché de recevoir, dès sa descente de voiture, une pluie de papillons et de tracts sur lesquels on pouvait lire : « Semaine de 35 heures, augmentation des effectifs, du travail pour tous, non au démantèlement etc. ».

Après une rapide visite des locaux nettoyés de fond en comble pour l'occasion, le ministre a refusé de recevoir une délégation CGT et CFDT présente. Et c'est sous les huées du personnel des PTT et des travailleurs en lutte que Ségur a quitté le centre.

Mobilisation pour la fac de Vincennes

LUNDI 26 mars, une manifestation de 1 000 personnes, enseignants, personnel non-enseignant et étudiants est venue appuyer une délégation de l'université de Vincennes au conseil de Paris devant la mairie de Paris. La fac de Vincennes est en effet située sur un terrain appartenant au 12e arrondissement et c'est au Conseil de Paris, donc sous la présidence de Chirac que se joue le sort de la faculté de Vincennes.

Les flics présents ont bousculé les manifestants. Une étudiante a été frappée par un flic.

Avec le Parti Menaces de sanctions à la SNCF

La cellule Pierre Sémard soutient les cheminots

COMMUNIQUE DU PCML Cellule Pierre Sémard

LA suite de la grève du 7 mars dernier où les cheminots sont intervenus massivement pour arrêter en gare du Mans les rares trains qui roulaient, conduits d'ailleurs par les chefs de dépôt, la direction de la SNCF cherche à sanctionner sept cheminots et veut les convoquer au conseil de discipline. La cellule Pierre Sémard du Parti communiste marxiste-léniniste soutient les travailleurs menacés et exige le retrait de toute sanction ou menace de sanction. Le Mans le 28 mars 1979

PARIS

L'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) organise un grand meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien pour protester contre la signature de l'accord de paix séparée Israël-Egypte. Samedi 31 mars à 20 heures Salle B de la Mutualité.

MEETING

de commémoration du 29 mars 1947 et du 1er avril 1971.

Organisé par l'Association des étudiants d'origine malgache, le vendredi 30 mars 1979 à partir de 20 heures au 8, villa du Parc Montsouris - Paris 14e. (Avec la participation de la représentation extérieure du Monima).

ROUEN

« Les Palestiniens » de Van Der Keunen

Film projeté par l'AMFP, le lundi 2 avril, au cinéma « Le France ». Ce film sera suivi d'un débat avec Ibrahim Souss, représentant en France de l'OLP, et Ilhan Halavi.

RODEZ

Information Kampuchea démocratique

organisée par le PCML, mercredi 4 avril de 16 h 30 à 24 h. Salle de la mairie à Rodez.

16 h 30 : table de presse, expositions.  
17 h : projection de films cambodgiens.  
20 h 30 : interventions

- De membres du Comité des patriotes kampuchéens en France ;
  - De Camille Granot, qui a participé à la délégation française reçue au Kampuchea démocratique.
- Projection de diapositives - Débat.

PAIMPOL (COTES-DU-NORD)

Débat sur le Cambodge

Le 31 mars à 20 h 30 à l'Auberge de jeunesse de Paimpol. Organisé par l'Association culturelle du Goëlo.

ROSNY-SOUS-BOIS (région parisienne)

La Chine à Rosny 2 du lundi 19 au samedi 31 mars

Les Amitiés franco-chinoises, en collaboration avec Rosny 2, présentent dans la galerie marchande diverses expositions, (photos, papiers découpés, peintures, objets usuels...), montages diapositives, des films documentaires.

Des voyageurs, de retour de Chine, des enseignants seront à votre disposition pour vous guider, pour répondre à vos questions. Horaires pour les groupes : 9 h-12 h, 14 h-17 h (il serait préférable de nous contacter par avance à : M. Nogues, Bat. B Esc. F, rue Turgot - Chelles 77500. Tel : 020 35 57

REGARDS SUR LA CHINE

Du 26 au 31 mars, dans le hall du foyer des jeunes travailleurs de Roanne, les animateurs du FST, l'ARC (Action et recherche culturelle) et les AAFC (Amitiés franco-chinoises) vous invitent à visiter une exposition de gravures chinoises, d'objets artisanaux et de livres d'enfants chinois. Ces objets - ainsi que de la presse chinoise - seront en vente les mardi 27, jeudi 29 et vendredi 30 de 18 h à 19 h.

Cette semaine se clôturera le samedi 31 mars en soirée par un film chinois (le sport) et un montage diapos réalisé par deux personnes ayant visité la Chine l'été dernier.

DJURDJURA

Au Théâtre de la Ville.

Le groupe de chanteuses algériennes « Djurdjura » (Djourha, Fatima et Aldja), qui, dans la tradition des chansons berbères, dénoncent la condition de la femme, vient de sortir son premier disque.

Référence : Kondo-Rakr 3001, distribué par CBS.

Elles se produisent du 27 au 31 mars au Théâtre de la Ville à 18 h 30. Tel : 274-11-24.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druon  
Composition paritaire No 57 952  
Distribution NSMP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

**L**ES opposants, ceux qu'on appelle les « dissidents » soviétiques, qui sont-ils au juste ? Que veulent-ils ? Comment se battent-ils ?

B. Ponomarev, secrétaire du Comité central du parti soviétique affirme que ce « sont, d'ordinaire, des ennemis du socialisme, en contact direct avec des organisations impérialistes à l'étranger, ou bien des individualistes aigris, incapables de voir les choses de façon objective ». Ces propos, tenus aux partis réunis à Sofia en décembre 1978, sont fort mesurés par rapport à ceux de A. Andropov, lui aussi secrétaire du parti et président du KGB : pour Andropov, les dissidents sont tout simplement des « renégats » et des « criminels ».

Mais revenons à l'appréciation de Ponomarev. Ne faudrait-il pas se demander comment ces dissidents ont pu devenir des « ennemis du socialisme » — c'est-à-dire du régime soviétique actuel. Et s'ils sont des « individualistes », qu'est-ce qui a pu les « aigrir » ?

En réalité, l'opposition en URSS n'est pas coulée dans un même moule. Il existe plusieurs forces d'opposition d'origine distincte.

## LES « DISSIDENTS »

L'opposition la plus connue à l'Ouest est celle d'intellectuels comme Sakharov, Medvedev, Soljenitsyne ou Boukovsky. Elle s'est constituée petit à petit, au fil des mesures répressives que le pouvoir prenait contre eux. Elle est apparue nettement à l'occasion du procès contre deux écrivains critiques, Siniauskij et Daniel, qui avaient publié à l'Ouest des livres que la censure soviétique aurait voulu interdire (1965). De littéraire qu'elle était initialement, cette opposition est devenue directement politique : les « dissidents », qui réclamaient initialement la liberté de création littéraire, ont étendu leur lutte à la défense de tous les droits de l'homme.

En 1969, s'est constitué un « Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques », puis après la conférence d'Helsinki en 1975, les dissidents ont utilisé le fait que Moscou avait signé ces accords pour réclamer l'application intégrale des dispositions concernant les droits de l'homme. Ils ont créé des « groupes pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki », à Moscou, en Ukraine, en Géorgie, etc.

S'il y a unité entre tous les dissidents pour la défense de ces droits élémentaires, plusieurs courants politiques traversent les milieux dissidents. Ils divergent sur les projets politiques quant à l'avenir de l'URSS. Certains, comme Soljenitsyne, donnent dans un nationalisme russe mystique ; d'autres, comme Sakharov, prônent une démocratie libérale ; d'autres encore, comme Medvedev ou Grigorenko, appuient leurs analyses sur des conceptions marxistes. On peut dire que, globalement, il règne dans ces milieux dissidents une grande confusion idéologique qui est la conséquence directe de la dénaturation du marxisme par le pouvoir de Brejnev.

## DES DISSIDENTS OUVRIERS

Début 1978, des ouvriers ont apporté leur contribution de classe à la lutte pour les droits démocratiques. Kiebanov et ses camarades ont dénoncé les discriminations dont ils avaient été l'objet, ils ont dénoncé les violations du Code du travail la corruption des responsables syndicaux. Et pour se défendre, ils ont fondé une « Association des syndicats libres d'URSS ».

Le pouvoir s'est empressé de mettre ses initiateurs dans des asiles psychiatriques...



Né en 1907, Grigorenko adhère au Parti communiste en 1927. Il fait une carrière militaire, combat pendant la guerre sur les fronts japonais et allemand et reçoit plusieurs hautes décorations. Après la guerre, il donne des cours à l'Académie militaire Frounzé. En 1961, Grigorenko critique les privilèges des hauts cadres : il est aussitôt licencié et muté en Extrême-Orient. En 1963, il organise une « Union de lutte pour le rétablissement du léninisme ». Arrêté en 1964, il est jeté dans un asile psychiatrique. Il en sort en 1965 et poursuit le combat, notamment pour les droits de la minorité tatare de Crimée et soutient ses actions. On l'arrête à nouveau en 1969, il est enfermé dans un asile psychiatrique. En 1977, suite à de nombreuses protestations internationales, il est libéré et part aux USA pour y subir un traitement médical. Les autorités soviétiques en profitent pour le déchoir de sa nationalité.

## L'URSS AUJOURD'HUI (4)

# Pour le pain et la liberté !

Les composantes de l'opposition  
Intellectuels et ouvriers  
Des « ennemis du socialisme » ?

## L'OPPOSITION NATIONALE

La seconde force d'opposition est la résistance que les peuples des nationalités non-russes opposent à la politique d'oppression et de russification menée par Moscou. Résistance multiforme et en plein développement, tant en Ukraine que dans les pays baltes, en Géorgie ou en Arménie — dans toutes les Républiques périphériques.

Et cette résistance n'est pas le fait de quelques « individualistes aigris » — elle est le fait des peuples. Ainsi, le 14 avril 1978,

quelque 30 000 personnes ont manifesté à Tiblisi (Géorgie) pour défendre leur droit à parler géorgien. En Azerbaïdjan aussi, l'an dernier, 15 000 personnes ont manifesté contre l'oppression nationale.

Cette résistance a ses organisations — comme l'Union des ouvriers et des paysans ukrainiens, le Mouvement démocratique estonien, le Mouvement d'indépendance letton, le Mouvement national de Lituanie, etc. Elle a aussi sa presse clandestine spécifique : citons seulement le *Courier de Géorgie*, le *Bulletin des Tatars de Crimée* (plus de 100 numéros jusqu'en 1971),

la *Voix nationale estonienne*, etc.

Outre les manifestations de masse, on a connaissance de multiples actions des peuples opprimés : suicides par le feu (comme celui de Romas Kalenta, le 14 mai 1972, pour la « liberté en Lituanie »), pétitions, attentats (nombreux en Géorgie, notamment en 1975), etc.

## L'OPPOSITION OUVRIÈRE

A plusieurs reprises, la classe ouvrière est entrée directement

en lutte pour défendre ses conditions de vie. Ce fut le cas à Novotcherkassk, le 2 juin 1962, où une manifestation contre les augmentations du prix de la viande fut noyée dans le sang. Ce fut le cas aussi dans d'autres grèves dont on a eu connaissance depuis, à Dniepropetrovsk, à Kiev ou à Charkov.

Mais cette lutte violente de masse pour le pain n'est que la face visible d'une résistance quotidienne à l'exploitation dans les usines : quand les ouvriers tirent la bulle ou ne vont pas au travail, quand ils changent d'emploi (et la mobilité de la main-d'œuvre est énorme) pour fuir momentanément une exploitation insupportable — c'est une résistance à la politique antiouvrière du pouvoir.

## SOLIDARITÉ MUTUELLE

Par-delà leur diversité sociale et politique, ces différentes oppositions convergent vers la même cible — l'Etat de la nouvelle bourgeoisie russe et son pouvoir fasciste. Elle se développent selon trois axes complémentaires et s'épaulent mutuellement :

- Pour le pain !
- Pour les droits démocratiques !
- Contre l'oppression nationale !

Des « ennemis du socialisme », les gens qui luttent pour ces objectifs ? Comment croire Ponomarev et ses acolytes quand ils le prétendent ? En vérité, chacun peut voir que l'opposition en URSS aujourd'hui se bat, dans des conditions spécifiques difficiles, pour les mêmes idéaux que les bolchéviks au début du siècle. Et s'ils doivent mener cette lutte, c'est que ces idéaux ont été foulés au pied, trahis, assassinés !

Les « ennemis du socialisme », ce ne sont pas les dissidents, ce sont ceux qui détiennent le pouvoir actuellement en URSS — c'est VOUS, Messieurs Ponomarev, Brejnev et Cie !

Jean SCHUBERT

## Qu'est-ce que le « Samizdat » ?

« Samizdat » veut dire « édité par soi-même ». On appelle ainsi les textes écrits par les dissidents, copiés par eux au carbone et diffusés sous le manteau, aux risques et périls des lecteurs et des auteurs.

En 1976, le Samizdat a diffusé plus de 260 documents, dont 101 concernant la défense des droits de l'homme et 64 sur les questions de l'oppression nationale.

Les archives du Samizdat, rassemblées à Munich, totalisent près de 20 000 pages.

## Pour en savoir plus sur l'opposition en URSS...

B. Morand : *L'URSS des profondeurs* : Textes et documents des Cahiers du Samizdat. Editions Arts et voyages, 1978. *Syndicat libre en URSS*. Dossier. Seuil, 1978 - 10 F. *Syndicalisme et libertés en Union soviétique*. Documents. Maspéro, 1979 - 14 F. *Cahiers du Samizdat*, mensuel. L'abonnement d'un an : 65 F. Adresse : 105, Drève du Duc, Bruxelles, Belgique.